

la mosquée d'Ayodhya en 1992, construite sur un site considéré par les hindous comme étant le lieu de naissance du dieu Rāma. Depuis les années 1980-1990, ce mouvement a fortement contribué à radicaliser les sentiments d'appartenance communautaire.

Rémy Delage

▣ Assayag Jackie (2001).

Delage Remy (2010).

Claveyrolas Mathieu (2010).

● *Bénarès, bouddhisme, chrétiens, hindouisme, islam, religion, soufisme, temple, tourisme*

Périurbanisation

L'expansion spatiale des grandes métropoles se traduit par la formation d'espaces mixtes, intermédiaires entre les centres urbains et les zones rurales, espaces transitoires objets de transformations multiples : physiques, morphologiques, socio-démographiques, culturelles, économiques, fonctionnelles. Les changements induits par ce processus de périurbanisation sont plus spectaculaires dans un contexte de développement rapide, commun à de nombreuses métropoles indiennes.

La croissance démographique des périphéries est en général plus forte que celle des zones urbaines centrales et s'accompagne d'une intensification des navettes et autres formes de mobilité circulaire au sein des régions métropolitaines. La périurbanisation perturbe fortement les écosystèmes des franges rurales qu'elle absorbe. Elle génère des usages du sol conflictuels : maintien d'une ceinture verte ; besoin en habitat, en particulier pour les populations pauvres ; et nouvelles zones industrielles en compétition.

Les périphéries des métropoles indiennes se caractérisent par une forte hétérogénéité et l'émergence de nouvelles formes de ségrégation voire de fragmentations socio-spatiales. Elles présentent des structures complexes, résultat d'opérations planifiées et de processus spontanés non contrôlés, et de détournements des réglementations.

L'urbanisation des franges rurales recouvre tout d'abord un large éventail de modalités de

peuplement, parmi lesquelles on peut citer : la densification des noyaux villageois originaux par l'arrivée de migrants ruraux, le développement de camps de *squatters* par les plus pauvres, la relocalisation forcée par les pouvoirs publics des habitants des bidonvilles détruits dans les quartiers plus centraux, la formation de lotissements non autorisés occupés par des familles aux revenus modestes désireuses d'accéder à la propriété ou à des locations bon marché. Se développent aussi des lotissements et des *condominiums* privés, souvent fermés, pour classes aisées en quête d'un meilleur cadre de vie. Des quartiers souffrant d'un manque d'infrastructures, de services et d'équipements urbains, habités par des populations majoritairement défavorisées, côtoient ainsi des ensembles résidentiels exclusivement réservés aux riches.

Les dynamiques économiques qui affectent les espaces périurbains sont également contrastées. S'y implantent, d'un côté, des industries polluantes ou lourdes écartées des centres urbains (Delhi), ou encore des décharges publiques, induisant une dégradation de l'environnement, et, de l'autre, des technopoles modernes (aux portes d'Hyderabad, Bangalore, Madras), emblèmes de la libéralisation économique et des stratégies des investisseurs privés, nationaux ou internationaux. Leur développement le long des axes existants contribue à la segmentation des zones périphériques, avec la formation de corridors industriels et urbains reliant des métropoles.

Les limites administratives des villes suivent avec retard l'expansion urbaine. Le découpage urbain/rural du recensement de la population ne prend pas bien en compte le phénomène de périurbanisation qui affecte des franges classifiées comme rurales. Ce décalage engendre des difficultés de gouvernance : « l'espace périurbain est dépourvu d'une organisation administrato-politique correspondant à sa population en croissance rapide et à ses besoins en aménagements » (I. Milbert).

Véronique Dupont

▣ Dupont Véronique (2005).

Dupont Véronique, Sridharan N. (2006).

➔ *Bangalore, Bombay, décentralisation, Delhi, gouvernance urbaine, Hyderabad, immobilier, Madras, ségrégation, urbanisation, ville*

Petites industries

Les petites industries forment une composante cruciale de l'économie, tant pour l'emploi que pour la production et les échanges internationaux. Définie en fonction de la valeur de l'investissement initial en équipement, cette catégorie des *small-scale industries* recouvre des activités dites traditionnelles, notamment l'artisanat, et modernes, plus intensives en capital. Les 13 millions d'entreprises désignées « micro » et « petites », dont l'investissement initial ne dépasse pas 2,5 millions et 50 millions de roupies, créent officiellement 39 % de la valeur dans le secteur manufacturier et contribuent pour 40 % aux exportations. De nombreux secteurs très dynamiques comme l'automobile, l'industrie pharmaceutique, les pierres taillées et bijoux, l'habillement, l'ingénierie sont portés par des petites et moyennes entreprises, qui sont localisées souvent en « cluster ». Le poids des PMI constitue une particularité de la structure industrielle indienne, structure façonnée du moins en partie par des politiques publiques et par une gestion ferme des investissements industriels pendant plus de 40 ans. Les réformes économiques des deux dernières décennies n'ont pas encore fondamentalement modifié la structure de l'appareil manufacturier, et ceci en dépit de l'entrée de capitaux étrangers et de l'affirmation des grandes entreprises indiennes sur la scène économique mondiale.

Les PMI fournissent aussi la plus grosse part de l'emploi manufacturier du pays. Pour prendre le seul secteur organisé, plus de 95 % des unités sont « micro » ou « petites ». Cependant la vaste majorité des emplois offerts dans les petites industries relève du secteur informel, et ne procure donc pas de sécurité d'emploi, ni des autres formes de protection garantie par la législation du travail. En effet, les PMI ont été exemptées de nombreuses contraintes légales et fiscales auxquelles devaient se plier les grandes entreprises,

en partie à cause de la méfiance à l'égard du capitalisme que symbolisait la « grande industrie ».

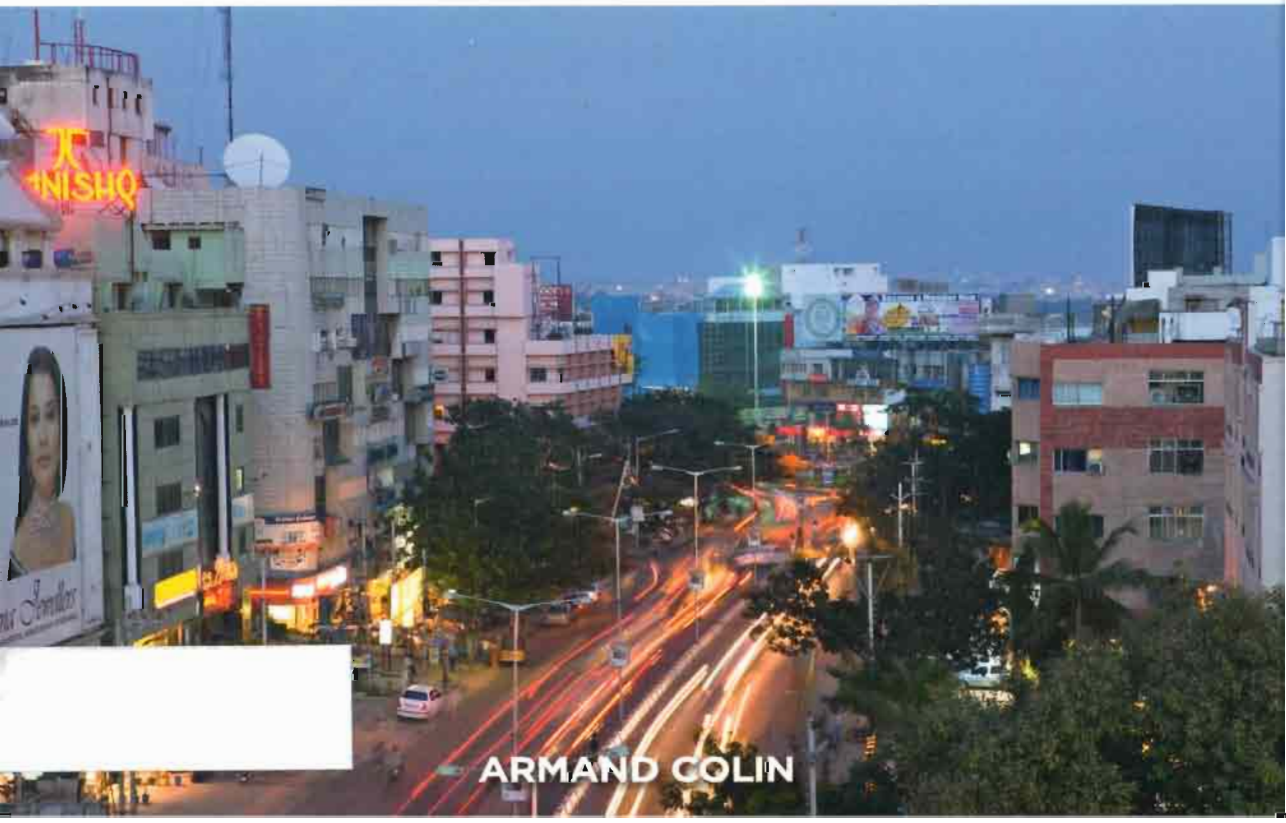
À partir des années 1950, l'Inde développe des politiques de soutien à l'égard des petites industries, une approche relativement originale par son envergure et par sa durée. Annoncée dès le premier Plan, cette politique fut articulée à la stratégie d'industrialisation, fondée sur la substitution aux importations. Au moyen d'une gestion centralisée de l'appareil industriel, les investissements en capital furent dirigés vers la production des biens d'équipements, dont une grande partie au sein d'entreprises publiques, alors que la petite industrie devait assurer la production bon marché des produits de consommation courante. La politique combinait promotion et protection, celle-ci dirigée contre les grandes entreprises nationales et la production étrangère. En plus d'aides diverses (crédit subventionné, avantages fiscaux, simplification des démarches pour importer et exporter, etc.), de nombreux articles furent réservés à la production exclusive des PMI (textiles, chaussures, agro-alimentaire...). Ils étaient plus de 870 en 1984, encore 800 en 2000, mais moins de 50 au début de 2008. L'importation étant désormais libre, la réservation n'a plus de sens.

Cette politique répond à des objectifs économiques, sociaux et territoriaux : elle favorise l'emploi – car les techniques y sont intensives en travail –, promeut l'entrepreneuriat, et développe des activités non agricoles en milieu rural. Celles-ci permettent de freiner la migration vers les villes et d'assurer un meilleur équilibre territorial. Enfin, l'attention portée aux petites entreprises s'explique par des raisons symboliques et idéologiques, notamment de la part des partisans de Gandhi, qui prônait une économie décentralisée et autosuffisante. Cependant cette politique, en accordant une place excessive à la taille des entreprises aux dépens d'autres critères, a négligé l'amélioration technique de la production, entraînant à terme des coûts économiques et sociaux. Vu le contexte actuel de libéralisation et la levée des quotas dans le cadre des accords multilatéraux, le secteur des PMI est exposé à un marché de plus en plus concurrentiel, ce à quoi la politique de protection l'a mal préparé.



Sous la direction de
Frédéric Landy

DICTIONNAIRE DE L'INDE CONTEMPORAINE



Sous la direction de
Frédéric LANDY

Sous la coordination thématique de
Samuel Berthet, Frédéric Landy, Isabelle Milbert,
Joël Ruet, Gilles Tarabout, Max-Jean Zins

DICTIONNAIRE
de l'Inde
contemporaine


ARMAND COLIN

Maquette de couverture : Didier Thimonier

Cartographie : Aurélie Boissière

Composition : In Folio

© Armand Colin, Paris, 2010

ISBN : 978-2-200-35247-9



Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés, réservés pour tous pays. • Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans l'autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective et, d'autre part, les courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (art. L. 122-4, L. 122-5 et L. 335-2 du Code de la propriété intellectuelle).